



rapport financier

T3 2006



leader mondial dans le traitement écologique des ordures ménagères_ une approche socialement responsable_ leader mondial dans le traitement
ans le ~~traitement écologique des ordures ménagères~~_ une approche socialement responsable_ leader mondial dans le traitement écologique des
mondial dans le traitement écologique des ordures ménagères_ ~~une approche socialement responsable~~_ leader mondial dans le traitement des o

RAPPORT FINANCIER

CONPOREC INC.

AVIS DE DIVULGATION DE NON EXAMEN DES ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES PAR LES VÉRIFICATEURS POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES 30 SEPTEMBRE 2006 ET 2005.

En vertu de l'alinéa a) du paragraphe 3) de l'article 4.3 de la partie 4 du Règlement 51-102 émis par les autorités canadiennes en valeurs mobilières, si un vérificateur n'a pas effectué l'examen des états financiers intermédiaires, ces états financiers intermédiaires doivent être accompagnés d'un avis indiquant ce fait.

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints de la Société pour les périodes intermédiaires terminées les 30 septembre 2006 et 2005 ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et sont la responsabilité de la direction de la Société.

Les vérificateurs indépendants de la Société, Ernst & Young s.r.l. / S.E.N.C.R.L. n'ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires selon les normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers intermédiaires par le vérificateur.

Note :

La Société évalue la performance de ses secteurs d'activité en se basant sur son BAIIA qui est défini comme étant le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement. Le BAIIA n'est pas une mesure afin d'évaluer la performance définie par les principes comptables généralement reconnus du Canada. Cependant, la direction utilise cette mesure afin d'évaluer sa performance opérationnelle. Le BAIIA correspond à la ligne intitulée « Bénéfice avant les éléments suivants » à l'état consolidé des résultats.

En ce 29^e jour de novembre 2006

CONPOREC INC.

BILANS CONSOLIDÉS

aux

	30 septembre 2006 (Non vérifié) \$	31 décembre 2005 (Vérifié) \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	394 232	612 244
Placement temporaire	540 882	75 000
Débiteurs	4 093 113	3 760 141
Travaux en cours	295 792	1 250 718
Frais payés d'avance	411 594	103 924
Total de l'actif à court terme	5 735 613	5 802 027
Immobilisations corporelles	10 698 864	10 909 404
Placement au coût	25 000	25 000
Actif incorporel	804 423	871 989
	17 263 900	17 608 420

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Passif à court terme

Emprunt bancaire	0	38 400
Créditeurs et frais courus	5 040 692	5 495 504
Crédits reportés	0	45 880
Passif d'impôts futurs	70 000	70 000
Partie de la dette à long terme échéant en deçà d'un an (note 4)	1 065 382	1 189 928
Total du passif à court terme	6 176 074	6 839 712
Intérêts courus sur les débetures (note 4)	779 226	623 769
Débetures et dette à long terme (note 4)	11 313 687	10 858 477

Capitaux propres

Capital-actions (note 5)	15 885 929	13 977 589
Surplus d'apport (note 5)	359 826	250 015
Bons de souscription (note 5)	1 300 000	0
Déficit	(18 593 697)	(14 867 322)
Écart de conversion	42 855	(73 820)
	(1 005 087)	(713 538)
	17 263 900	17 608 420

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Au nom du conseil

signé

Laurier Pedneault
Administrateur

signé

Normand Ricard
Administrateur

CONPOREC INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT
Non vérifiés

	Période de trois mois		Période de neuf mois	
	2006	2005	2006	2005
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	1 367 273	1 741 446	5 280 632	6 892 318
Frais d'exploitation directs	1 367 443	1 712 839	4 457 113	5 599 359
Bénéfice avant frais de vente et d'administration et autres éléments	(170)	28 607	823 519	1 292 959
Frais de vente et d'administration	1 210 741	992 417	3 205 598	2 090 265
Perte avant les éléments suivants	(1 210 911)	(963 810)	(2 382 079)	(797 306)
Amortissement des immobilisations corporelles	140 670	109 793	441 503	346 567
Amortissement des actifs incorporels	22 522	-	67 566	-
Intérêts sur la dette à long terme	215 291	145 425	629 474	428 814
Intérêts et frais bancaires	11 143	21 289	43 073	74 162
Perte résultat d'un sinistre	-	324 011	-	324 011
	389 626	600 518	1 181 616	1 173 554
Perte avant impôts sur les bénéfices	(1 600 537)	(1 564 328)	(3 563 695)	(1 970 860)
Impôts débiteurs	23 155	-	162 680	-
Perte nette	(1 623 692)	(1 564 328)	(3 726 375)	(1 970 860)
Déficit au début de la période	(16 970 005)		(14 867 322)	(11 252 797)
Frais d'émissions d'actions	-		-	(766 890)
Déficit à la fin de la période	(18 593 697)		(18 593 697)	(13 990 547)
Perte de base et diluée par action	(0,03)	(0,03)	(0,07)	(0,05)
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A	60 177 760	50 169 509	56 397 334	37 626 898

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

CONPOREC INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Non vérifiés

	Période de trois mois		Période de neuf mois	
	2006	2005	2006	2005
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Perte nette	(1 623 692)	(1 564 328)	(3 726 375)	(1 970 860)
Ajustements pour				
Amortissement des immobilisations corporelles	140 670	109 793	441 503	346 567
Amortissement des actifs incorporels	22 522	-	67 566	-
Intérêts courus sur la dette à long terme	52 389	52 389	155 457	155 457
Intérêts capitalisés à la dette à long terme	4 298	-	12 902	-
Rémunération à base d'actions	39 601	145 986	109 811	145 986
Perte résultant d'un sinistre	-	324 011	-	324 011
	(1 364 212)	(932 149)	(2 939 136)	(998 839)
Variation nette des éléments hors caisse du fond de roulement	46 648	1 087 386	(186 408)	(461 226)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(1 317 564)	155 237	(3 125 544)	(1 460 065)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition d'entreprise	-	36 143	-	194 589
Acquisition d'immobilisations corporelles	(37 034)	(790 480)	(230 963)	(2 195 333)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(37 034)	(754 337)	(230 963)	(2 000 744)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission d'actions de catégorie A	1 500 000	75 000	3 000 000	4 072 365
Augmentation (diminution) de l'emprunt bancaire	-	(34 098)	(38 400)	-
Frais d'émission d'actions	-	-	-	(766 890)
Revenus reportés	-	39 278	-	39 278
Augmentation de la dette à long terme	294 800	-	1 762 755	44 800
Remboursement de la dette à long terme	(740 270)	(19 368)	(1 236 653)	(39 735)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 054 530	60 812	3 487 702	3 349 818
Incidence des fluctuations de taux de change sur l'encaisse				
	82 746	(17 141)	116 675	7 976
Augmentation nette des espèces et quasi-espèces	(217 322)	(555 429)	247 870	(103 015)
Espèces et quasi-espèces au début	1 152 436	1 400 708	687 244	948 294
Espèces et quasi-espèces à la fin du trimestre	935 114	845 279	935 114	845 279
Informations supplémentaires				
Intérêts payés	133 380	93 036	461 115	273 357
Impôts sur les bénéfices payés	23 155	-	162 680	-

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Nature des activités

La société est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et exerce des activités de gestion intégrée des résidus, de valorisation par compostage et de construction d'usines selon sa technologie brevetée.

2. Continuité de l'exploitation

La capacité de la société d'assurer la continuité de son exploitation repose sur l'amélioration de sa rentabilité, sur l'obtention de financements additionnels sous forme de capital-actions et sur la renégociation de sa dette à long terme avec ses principaux créanciers.

De l'avis de la direction, la Société devra s'assurer de financements adéquats au début 2007 pour maintenir son rythme d'activité. L'état actuel des capitaux propres de la Société est un frein important pour les différents projets qu'elle espère débiter très bientôt.

La direction est en discussion très sérieuse avec des investisseurs et ses principaux créanciers pour redresser de manière importante sa situation financière. La direction est confiante de conclure des ententes appropriées d'ici la fin du présent exercice financier. Par contre, la réalisation de ses objectifs ne peut être garantie à l'heure actuelle.

Si la prémisse de la continuité de l'exploitation ne convenait pas à ces états financiers, il serait alors nécessaire d'apporter des ajustements à la valeur comptable de l'actif et du passif, à la perte nette déclarée et au classement des postes du bilan.

3. Résumé des principales conventions comptables

Les informations financières au 30 septembre 2006 et pour les périodes terminées aux 30 septembre 2006 et 2005 ne sont pas vérifiées. Toutefois, de l'avis de la direction, tous les redressements qui sont requis pour donner une image fidèle des résultats des trois premiers trimestres ont été inclus. Les redressements apportés sont de nature récurrente et normale. Les résultats d'exploitation intermédiaires ne reflètent pas nécessairement les résultats d'exploitation prévus pour l'exercice complet.

Ces états financiers intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et sont fondés sur les mêmes conventions et méthodes comptables que celles utilisées pour la préparation des plus récents états financiers annuels de la société. Cependant, ils ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être présentées dans les états financiers annuels. Les états financiers intermédiaires devraient donc être lus en parallèle avec les plus récents états financiers annuels vérifiés de la Société au 31 décembre 2005.

4. Dette à long terme

Emprunts à terme

Emprunts à terme Caisse Populaire Desjardins Pierre-de-Saurel et Investissement Québec, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,5% pour les emprunts au 31 décembre 2005 et majoré de 5 % pour les emprunts par la suite

5 776 026

Obligations relatives à des contrats de location-acquisition à des taux variants de 10,71% à 19,61%, remboursables par versement mensuel de 6 777 \$

235 271

\$ 6 011 297

Débiteures

Débiteures Caisse Populaire Desjardins Pierre-de-Saurel et Investissement Québec.

5 871 320

Débiteures Centre local de développement du Bas-Richelieu

341 181

Débiteures Développement Économique du Canada

155 272

Intérêts courus sur débenture

779 225

\$ 7 146 998

Total débentures et dette à long terme

\$ 13 158 295

Partie échéant en deça d'un an

\$ 1 065 382

\$ 12 092 913

Les emprunts à terme sont grevés d'obligations hypothécaires. Aux termes de l'acte de fiducie qui régit l'émission de ces obligations, une hypothèque mobilière sur l'universalité des actifs est donnée en sûreté. Certaines restrictions sont prévues à l'entente et la Société s'est engagée à maintenir certains ratios financiers à compter du 2 août 2004.

La Société n'a pas rencontré les exigences de l'entente concernant certaines conditions et certains ratios financiers pour lesquels elle a obtenu une entente de reconciation au remboursement accéléré des emprunts et débentures de la part des créanciers. De plus, la Société a obtenu un moratoire sur les exigences concernant les ratios financiers jusqu'au 30 janvier 2007.

5. Capital-actions

Émis et payé	30 septembre 2006	31 décembre 2005
	\$	\$
63 342 595 actions ordinaires [50 648 128 au 31 décembre 2005]	15 885 929	13 977 589

a) Variation du Capital-actions en 2006 :	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2006	50 648 128	13 977 589
Émission d'actions à des créanciers	694 467	208 340
Émission d'actions dans le cadre de placements privés	12 000 000	1 700 000
Solde à la fin de la période	63 342 595	15 885 929

En vertu d'une convention d'emprunt signée le 23 décembre 2005 avec la Caisse Populaire Desjardins Pierre-de-Saurel et d'Investissement Québec, la Société a émis le 26 janvier 2006, un nombre d'actions ordinaires équivalent à 15 % du montant du prêt divisé par le cours des actions de la Société sur la Bourse TSX Croissance au moment du déboursé.

Le 24 mars 2006, la Société a émis 6 000 000 d'unités (chaque unité comprenant une action et un bon de souscription) pour un produit brut de 1 500 000 \$, réparti entre les actions au montant de 850 000 \$ et les bons de souscription rattachés à chaque unité pour un montant de 650 000 \$. Les bons de souscription permettent aux détenteurs de souscrire en tout temps, dans les 24 mois suivant la date de clôture, une action ordinaire au prix de 0,25 \$, soit au plus tard le 24 mars 2008.

Le 18 août 2006, la Société a émis 6 000 000 d'unités (chaque unité comprenant une action et un bon de souscription) pour un produit brut de 1 500 000 \$, réparti entre les actions au montant de 850 000 \$ et les bons de souscription rattachés à chaque unité pour un montant de 650 000 \$. Les bons de souscription permettent aux détenteurs de souscrire en tout temps, dans les 24 mois suivant la date de clôture, une action ordinaire au prix de 0,25 \$, soit au plus tard le 18 août 2008.

b) Régime d'options d'achat d'actions

Lors de la prise de contrôle inversée en 2005, la Société a adopté un régime d'achat d'actions dans le but d'octroyer aux administrateurs, dirigeants, employés et consultants de la Société, des options visant l'achat d'actions ordinaires. Le nombre maximal d'actions ordinaires qui peuvent être émises en vertu du régime ne peut excéder 4 882 498. En date du 30 septembre 2006, 1 550 000 options ont été attribuées. La Société a reconnu un montant de 39 601 \$ représentant la dépense de rémunération dans les résultats du troisième trimestre.

6. Opérations entre apparentés

	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Opération avec des actionnaires		
Frais d'exploitation directs	66 178	188 753
Intérêts sur la dette à long terme	322 549	290 096
Immobilisations corporelles	101 862	176 083
Opération avec des sociétés contrôlées par des administrateurs		
Frais d'exploitation	36 667	61 488
Opérations avec la coentreprise		
Revenus	88 680	418 156

Ces opérations ont lieu dans le cours normale des affaires et sont mesurées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

À la fin de l'exercice, les créiteurs et les frais courus incluent des montants dus aux apparentés qui se détaillent comme suit:

	30 septembre 2006	30 septembre 2005
Actionnaires	83 079	106 348
Coentreprise	395 394	553 166
Sociétés contrôlées par des administrateurs	36 536	-
	515 009	659 514

7. Informations sectorielles :

A) Information par secteur d'activité

	30 septembre 2006 (9 mois) [non vérifié] \$	30 septembre 2005 (9 mois) [non vérifié] \$
Usine de Sorel Tracy		
Chiffre d'affaires	4 922 786	3 594 446
BAIIA	(474 585)	(244 006)
Amortissement des immobilisations	509 069	346 567
Projets de développement et éliminations		
Chiffre d'affaires	357 846	3 297 872
BAIIA	(1 907 494)	(553 300)
Amortissement des immobilisations	-	-
Total		
Chiffre d'affaires	5 280 632	6 892 318
BAIIA	(2 382 079)	(797 306)
Amortissement des immobilisations	509 069	346 567

B) Information par secteur géographique

	30 septembre 2006 (9 mois) [non vérifié] \$	30 septembre 2005 (9 mois) [non vérifié] \$
Chiffre d'affaires		
Canada	5 051 749	4 136 807
Etats-Unis	140 601	910 593
France	88 282	1 845 118
	<u>5 280 632</u>	<u>6 892 318</u>
Immobilisations		
Canada	10 698 864	-

8. Éventualités

Dans le cours normal des affaires, la Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires. Même si le résultat de ces poursuites ne peut être déterminé au 30 septembre 2006, il est dans l'opinion de la direction que le règlement de ces poursuites n'aura pas d'effet matériel négatif sur la position financière de la Société et de ses résultats d'opération. Si jamais il y avait des règlements à payer par la Société, ils seraient comptabilisés dans l'année de leur résolution.

9. Événements subséquents

Le 8 novembre 2006, Conporec inc. a signé par l'entremise du consortium BioVision 2020 Pty Limited, un contrat portant sur le financement, la construction et l'exploitation d'une usine de tri-compostage de 100 000 tonnes/année avec la Mindarie Regional Council en Australie